

# MOBILISATION DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

**Pour défendre le service public et faire entendre nos revendications**



## 24 JUIN - RASSEMBLEMENT - DSDEN SARTHE - 14H

Les organisations syndicales FSU, FNEC FP-FO, Sud Education, CGT Educ'Action et CNT ont pris connaissance des déclarations de Macron puis de Blanquer concernant les dispositions envisagées à partir du 22 juin.

Les personnels, sommés d'appliquer un nouveau protocole, seraient contraints de mettre en place de nouvelles règles, tout aussi inapplicables que les précédentes. Un nouveau casse-tête pour les collègues, une nouvelle pagaille générale annoncée !

L'École, en tant qu'institution, en tant que collectif d'apprenant-es solidaires s'est arrêtée le 13 mars. Ce qui perdure depuis, c'est le système d'un seul homme, d'une doctrine et d'un système, dont le « marché » est le seul horizon.

Les personnels ont subi parfois trois réorganisations brutales du travail depuis le déconfinement (11-18 mai, 2 juin, 22 juin) sous des pressions hiérarchiques inacceptables et sans disposer de temps suffisant pour organiser des modifications dans l'accueil des élèves ou leur suivi à distance.

Mais le ministre ne se contente pas de provoquer le désordre dans les écoles et les établissements à grands coups de mesures contradictoires, il met aussi à profit la crise sanitaire pour avancer dans ses objectifs de remise en cause de l'école publique et des statuts des personnels notamment à travers le pilotage par l'évaluation,

Ainsi, il met en place les 2S2C pour que les collectivités territoriales prennent en charge les élèves sur le temps scolaire.

Il entend aussi faire passer une proposition de loi visant à créer un emploi fonctionnel de directeur-directrice d'école, qui les transformerait de fait en supérieur-e hiérarchique soumis-e aux IA-DASEN et aux élu-e-s locaux, bouleversant ainsi le fonctionnement des écoles.

Il poursuit sa politique de suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Il ne répond pas aux revendications des AESH.

Pire, il organise une répression inacceptable envers les personnels qui entendent résister à ses réformes, et notamment les syndicalistes.

Et, alors qu'il poursuit ces mesures inacceptables, les enseignant-e-s sont traîné-e-s dans la boue à longueur de journée dans les médias ! Trop c'est trop ! Nous ne confinerons pas notre colère et nos revendications !

Les organisations syndicales signataires appellent les personnels à se rassembler le mercredi 24 juin (devant les DSDEN, les rectorats...) et organiser dans un cadre intersyndical les délégations pour exiger :

- **UNE ÉDUCATION NATIONALE PUBLIQUE, GRATUITE ET LAÏQUE DE QUALITÉ, SUR TOUT LE TERRITOIRE, GARANTISSANT L'ÉGALITÉ DES DROITS,**
- **L'ABANDON DES 2S2C, DU DISPOSITIF DES VACANCES APPRENANTES, DE L'EXTERNALISATION ET LA TERRITORIALISATION DE L'ÉCOLE,**
- **L'ABANDON DE LA PROPOSITION DE LOI SUR LA DIRECTION D'ÉCOLE,**
- **L'ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES ET LA CRÉATION DES POSTES NÉCESSAIRES DANS L'ÉDUCATION NATIONALE ET PLAN DE TITULARISATION DES CONTRACTUELS ET RECRUTEMENT DES ADMISSIBLES AUX CONCOURS,**
- **LA CRÉATION D'UN VRAI STATUT AVEC UN VRAI SALAIRE POUR LES AESH,**
- **L'ABROGATION DE LA RÉFORME DU BACCALaurÉAT ET DU LYCÉE, DE LA VOIE PROFESSIONNELLE, DES E3C ET DE PARCOURSUP,**
- **L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET L'AUGMENTATION DU POINT D'INDICE,**
- **L'ARRÊT TOTAL DES MESURES ET PROCÉDURES ENGAGÉES CONTRE TOUS LES PERSONNELS AYANT PARTICIPÉ À DES ACTIONS SYNDICALES CONTRE LES RÉFORMES ET LE BAC BLANQUER,**
- **LA SUPPRESSION DU SERVICE NATIONAL UNIVERSEL,**
- **LE RÉTABLISSEMENT DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET NOTAMMENT LE DROIT DE MANIFESTER.**



**DÉFENDONS L'ÉDUCATION NATIONALE  
CONTRE LA CASSE DES SERVICES PUBLICS**